Pourquoi un candidat P.S.U. ?

Le P.S.U., à Paris comme dans toute la France, a décidé de présenter un candidat par circonscription aux élections législatives. Ces élections vont se dérouler sans réouverture des listes électorales, sans abaissement de l'âge du vote, et avec un mode de scrutin qui privilégie les notables : elles ne peuvent en aucun cas régler les problèmes que l'action populaire vient de poser. Le mouvement parti du Quartier Latin ayant abouti à la mise en cause du pouvoir dans la société actuelle doit être renforcé. Le P.S.U. pense que les élections sont l'occasion d'expliquer les objectifs de ce mouvement à l'ensemble de la population. Chacun pourra par son vote exprimer son adhésion.

Le pouvoir a répondu au mouvement de Mai par une répression d'une sauvagerie sans précédent, qui a fait éclater la révolte du pays contre dix ans d'un régime orgueilleux et indifférent. Dix millions de grévistes ont rejoint les étudiants et les enseignants, demandant une transformation radicale de notre société. Dans nos entreprises et dans nos quartiers, des Comités d'Action se sont formés qui ont permis à tous de s'exprimer librement dans une démocratie retrouvée.

Le mouvement continue. Paris doit être débarassé de la tutelle paralysante de l'Etat et administré par les Parisiens. Le Maire du 13e doit être un Maire élu. Le pouvoir des travailleurs et des usagers doit être développé partout pour imposer des solutions conformes aux intérêts de tous.

Ainsi, le P.S.U., préconise la municipalisation du sol à bâtir, et, dans le 13e, la construction de 3 000 logements par an dont 2 000 H.L.M. pour les familles populaires ; l'interdiction des spéculations immobilières encouragées par le pouvoir, la création de crèches, la modernisation des hôpitaux, l'interdiction des fermetures d'usines sans consultation des travailleurs.

Pour les jeunes, la construction de C.E.S. et de collèges techniques ainsi que d'équipements sportifs, et l'ouverture de foyers de jeunes travailleurs et de maisons de la culture gérés par les jeunes eux-mêmes doivent être entreprises.

La liberté responsable commence tout de suite dans tous les domaines : c'est l'idée qui commande toute l'action du P.S.U.



CANDIDAT :

Michel GRIMAL

40 ans - Responsable syndical

Fils d'une famille ouvrière du 13e, agent technique, Michel GRIMAL est entré très jeune dans la Résistance. Il a fondé le Syndicat de la Formation Professionnelle des Adultes, qu'il préside. Suppléant de Claude BOURDET, conseiller du 13e, au Conseil de Paris, Michel GRIMAL connait parfaitement les problèmes de l'arrondissement, notamment ceux de l'emploi.

SUPPLÉANT :

Bernard DURAND

29 ans

Interne des Hôpitaux Psychiatriques

Ancien Président de la Fédération Nationale des Etudiants en Médecine (U.N.E.F.), B. DURAND est un membre actif de la Commission Santé du P.S.U.

La crise de Mai est une colère populaire. La jeunesse du pays, ses ouvriers, ses techniciens, ses cadres, ses étudiants, ses enseignants, ses artistes, ses paysans, ont tous tenu le même langage : « Nous ne voulons plus de ce pouvoir, nous ne voulons plus travailler selon la volonté des autres et pour leur profit. Nous voulons une société nouvelle ».

Cette démonstration de force, pacifique tant que la police n'a pas cherché à y faire obstacle, n'a pas encore changé le pouvoir. Mais la contestation et l'exigence demeurent. La lutte pour le socialisme continue. Elle sera victorieuse quand les organisations traditionnelles de gauche, prudentes et étonnées, céderont devant la vigueur du courant. Pour renforcer ce courant le P. S. U. propose :

- La gestion de l'économie par les travailleurs ; crédit et monnaie sont contrôlés ; les paysans deviennent maîtres des produits agricoles et de leur vente.
- Une université populaire reconstruite à partir des conquêtes étudiantes : critique collective de l'enseignement, autonomie de décision et d'organisation, gestion commune avec les travailleurs.
- Une culture nouvelle fondée sur la participation critique des travailleurs.
- Une information libérée par une radio-télévision autonome et des moyens de presse gérés démocratiquement.
- Une politique internationale de lutte contre la domination de l'impérialisme américain, et solidaire des luttes révolutionnaires du Tiers-Monde.
- L'établissement de la démocratie directe : par les comités populaires dans les universités, les entreprises, les localités, et des institutions locales qui décolonisent la province.

Le P. S. U. a conscience que l'orientation qu'il présente est loin d'être acceptée aujourd'hui par l'unanimité du mouvement socialiste et ouvrier. Il est pourtant persuadé qu'elle est la seule qui puisse apporter une réponse aux aspirations profondes des travailleurs en lutte.



Vu le candidat

Imp. A.G. PARIS